

Projet de document politique du CSEE « La formation des enseignants en Europe »

Observations du SER (Syndicat des enseignants romands)

En remerciant le Groupe de travail pour son engagement, le SER exprime sa pleine satisfaction à la lecture de ce document et au vu des propositions de la nouvelle politique du CSEE sur la formation des enseignants.

En ce qui concerne la forme, quelques suppressions de doublons, la réécriture de certains passages, voire l'élimination de redondances et le reformatage de certains chapitres seront nécessaires pour faire quitter au document le stade de projet.

En ce qui concerne le fond, le SER exprime son plein soutien aux analyses faites et aux grandes options prises, en particulier celle du choix du niveau de la formation initiale (master) pour toutes les enseignantes et tous les enseignants, y compris celles et ceux qui oeuvrent dans l'éducation à la petite enfance. Cet important objectif est prôné depuis le début de la mise en place du processus de Bologne, tant par le SER, faïtière suisse francophone des enseignants, que par son homologue germanophone LCH.

Le SER partage tout à fait la conviction de l'opportunité d'une mise à jour de la publication de 1994. Une position très volontariste du CSEE sur la formation des enseignants va être très utile à nos syndicats, comme à l'ensemble de la profession et, partant, à l'avenir de la formation en Europe.

Dans les analyses et les propositions qui figurent dans le rapport, le SER se plaît à souligner :

- Le fait que l'UE, l'OCDE (comme l'ensemble des pouvoirs publics) sont souvent d'accord avec nous sur les constats, moins souvent sur les solutions.
- Les exigences plus élevées vis-à-vis de l'éducation, non seulement de la société et des parents, mais également des élèves eux-mêmes, et la pression croissante qui s'exerce sur les enseignants.

- L'importance et la justesse de la thèse selon laquelle la politique de recrutement devrait refléter l'éventail complet de la société, et l'inquiétante constatation qu'on est loin du compte, sur la question du sexe notamment (écrasante majorité de femmes au primaire et en formation initiale).
- La nécessité de permettre et de favoriser la fluidité de et vers d'autres professions.
- Le principe de la formation tout au long de la vie érigé autant comme un devoir que comme un droit.
- La place de la recherche tant dans la formation que dans la pratique de l'enseignement et le profil souhaité de « praticien réflexif ».
- L'indispensable autonomie professionnelle des enseignants, doublée de la nécessaire confiance qu'ils doivent pouvoir obtenir dans leur expertise.
- L'insuffisante intégration des TIC et leur prise en compte qui doit être faite au niveau de la formation tant initiale que continue.
- La reprise des quatre principes du processus « Education et formation 2010 » et la mise en évidence « qu'ils ne disent rien » sur la durée des programmes de formation des enseignants.
- Le relèvement du statut de l'éducation de la petite enfance, pour laquelle le SER prône des enseignants de niveau master également.
- Le souci de l'encadrement des enfants ayant des besoins spécifiques dans une optique intégrative.
- La qualité et les conditions de travail à viser pour les formateurs d'enseignants et les conseillers pédagogiques.
- Le combat à mener pour le recrutement des enseignants et la qualité de leur statut, de leurs conditions de travail et du niveau de leur salaire.
- L'importance donnée à l'encadrement et au suivi des débuts dans le métier.
- L'examen des paramètres de la société d'aujourd'hui et leur influence sur les impératifs de la formation des enseignants.

En conclusion, le SER espère que le travail du séminaire de Bled portera ses fruits et que ce document politique recueillera l'approbation unanime du Bureau exécutif.

Syndicat des enseignants romands
Georges Pasquier, président